

Accord cadre pour missions de coordination SPS (Sécurité et Protection de la Santé) et de préventeur HSCT (Hygiène Sécurité et Conditions de Travail)

MARCHE DE SERVICES

0

REGLEMENT DE LA CONSULTATION R.C.

Maître d'Ouvrage (MO) :

AÉROPORT DE BALE-MULHOUSE
BP 60120
F-68304 SAINT LOUIS CEDEX

FLUGHAFEN BASEL-MULHOUSE
Postfach 43
CH-4030 BASEL
www.euroairport.com

En charge du projet - MO :

M. Marc MISSLIN
Coordinateur Sécurité et Technique
Service Infrastructure Réseaux Energies Fluides
Aéroport de Bâle-Mulhouse
Tél. : 03.89.90.25.67
E-mail : mmisslin@euroairport.com

Représentant du MO :

M. Guilhem PIAT
Directeur du Département INFRASTRUCTURES
Aéroport de Bâle-Mulhouse

Adresse du profil d'acheteur : www.marches-securises.com

Date limite de dépôt des réponses : 12/12/2025 avant 13h00

**Les documents à retourner qui constituent la réponse du concurrent, sont
spécifiés à L'ARTICLE 4 du présent règlement de consultation.**

**La participation à la consultation ainsi que la remise d'une offre entraînent l'acceptation sans restriction des
conditions et clauses du présent règlement et des documents du dossier de consultation.**

Sommaire

Article 1. OBJET DE LA CONSULTATION – MARCHE	3
1.1. Maîtrise d’Ouvrage	3
1.2. Objet – Publication	3
1.3. Type de marché	3
1.4. Décomposition des prestations.....	3
1.5. Forme juridique en cas de groupement	3
1.6. Durée de l'accord-cadre	3
Article 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION	3
2.1. Étendue de la consultation et procédure.....	3
2.2. Compléments à apporter	3
2.3. Variantes & options	4
2.4. Maintenance.....	4
2.5. Mode de règlement, unité monétaire de l'accord-cadre, garanties financières.....	4
2.6. Modifications de détail au dossier de consultation	4
2.7. Délai de validité des offres.....	4
2.8. Propriété intellectuelle des projets	4
Article 3. CONDITIONS D'ETABLISSEMENT DES REPONSES	4
3.1. Support pour la réponse	4
3.2. Langue de l'offre.....	5
3.3. Réglementation	5
Article 4. CONTENU DE LA REPONSE A REMETTRE	5
Article 5. CONDITIONS DE TRANSMISSION DES REPONSES	6
Article 6. NEGOCIATIONS ET JUGEMENT DES OFFRES.....	6
6.1. Critères.....	6
6.2. Processus de négociation et critères d'attribution.....	7
6.3. Modalités d'attribution des points du critère prix	8
6.4. Jugement des offres	8
6.5. Comparaison financière.....	8
6.6. Suites particulières susceptibles d'être données à la consultation	8
Article 7. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES.....	8
ANNEXE AU RÈGLEMENT DE CONSULTATION.....	9
Liste des documents composant le D.C.E.....	9
Lexique des principales abréviations.....	9

Article 1. OBJET DE LA CONSULTATION – MARCHE

1.1. Maîtrise d'Ouvrage

Le Maître d'Ouvrage est l'établissement public franco-suisse "Aéroport de Bâle-Mulhouse" pouvant aussi être dénommé dans le présent accord-cadre "Aéroport", ou "Maître d'Ouvrage".

Le Maître d'Ouvrage est représenté par M. Guilhem PIAT – Directeur du Département INFRASTRUCTURES de l'Aéroport de Bâle-Mulhouse (voir coordonnées en page de garde).

1.2. Objet – Publication

La présente consultation porte sur l'accord-cadre pour des missions de Coordination de Sécurité et de Protection de la Santé (Coordination SPS) et de Préventeur Hygiène Sécurité et Conditions de Travail (Préventeur HSCT) pour l'Aéroport de Bâle-Mulhouse, sur territoire français.

L'accord-cadre est mono-attributaire. Il établit les termes selon lesquels seront passés les bons de commande qui en découleront.

Cette consultation a fait l'objet d'un avis de marché publié dans les organes suivants :

- BOAMP (Bulletin Officiel des Annonces de Marchés publics)
- EBRA - DNA (Dernières Nouvelles d'Alsace)

ainsi que sur le profil d'acheteur et le site internet de l'Aéroport [Appels d'offres | EuroAirport](#).

1.3. Type de marché

Accord-cadre de service à bons de commande mono-attributaire.

Conditions liées au marché

La prestation est réservée à une profession déterminée : Oui, le coordonnateur doit justifier d'une formation de « coordonnateur en matière de sécurité » par un organisme certifié par des organismes accrédités par le COFRAC, attestation à fournir obligatoirement.

Références des dispositions législatives, réglementaires ou administratives applicables aux candidats : code du Travail (art. L4532-2 et L4532-4 notamment) - Arrêté du 26 décembre 2012 relatif à la formation des coordonnateurs en matière de sécurité et de protection de la santé (...)

Indication des noms et qualifications professionnelles du personnel chargé des prestations : oui, le concurrent est tenu d'indiquer les noms et qualifications professionnelles des membres du personnel chargés de l'exécution de l'accord-cadre.

1.4. Décomposition des prestations

L'accord-cadre n'est pas divisé en lots.

Les concurrents sont tenus de répondre à l'ensemble des prestations de l'accord-cadre et sera attribué à un seul et même candidat.

1.5. Forme juridique en cas de groupement

Il est interdit à tout candidat de présenter plusieurs candidatures en agissant à la fois :

- en qualité de candidat individuel et de mandataire d'un groupement,
- en qualité de mandataire de plus d'un groupement

Un même cotraitant ne peut figurer que dans un seul groupement.

En cas de groupement, sa forme est laissée libre.

1.6. Durée de l'accord-cadre

La durée de l'accord-cadre est fixée dans l'accord-cadre valant acte d'engagement et cahier des clauses particulières.

L'accord-cadre peut être reconduit deux (2) fois selon les conditions précisées dans l'accord-cadre.

Article 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1. Étendue de la consultation et procédure

La présente consultation en vue de l'attribution d'un accord-cadre est soumise aux Procédures Générales de passation et d'Attribution des Marchés (PGAM) de l'Aéroport de Bâle-Mulhouse.

Elle est lancée sans variantes et est du type procédure négociée ouverte (article 16-4 des PGAM).

2.2. Compléments à apporter

Les concurrents ne peuvent apporter aucun complément au cahier des charges (CdC).

2.3. Variantes & options

2.3.1 Variantes : sans objet

2.3.2 Options

Conformément à l'article 89 de la Directive 2014/25/UE, pendant son exécution, l'accord-cadre pourra être modifié selon les modalités précisées dans la documentation du marché.

2.4. Maintenance

Sans objet.

2.5. Mode de règlement, unité monétaire de l'accord-cadre, garanties financières

Les prix des prestations, inscrits à l'acte d'engagement et dans les autres pièces du marché, sont impérativement exprimés en euros.

Le mode de règlement choisi par l'Aéroport est le paiement par virement dans les conditions précisées à l'accord-cadre.

Le titulaire sera dispensé de cautionnement.

2.6. Modifications de détail au dossier de consultation

Le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'apporter au plus tard 7 (sept) jours avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les concurrents devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les concurrents, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Nota : Tout concurrent retirant un dossier de manière anonyme assume intégralement le risque de ne pas être prévenu des modifications susceptibles d'être apportées au dossier de consultation.

2.7. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé dans le cadre de l'acte d'engagement ; il court à compter de la date limite fixée pour la dernière remise des offres.

2.8. Propriété intellectuelle des projets

Les propositions techniques présentées par les concurrents demeurent leur propriété intellectuelle.

Article 3. CONDITIONS D'ETABLISSEMENT DES REPONSES

3.1. Support pour la réponse

Le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) est téléchargeable gratuitement par chaque candidat via le profil d'acheteur <https://www.marches-securises.fr>.

Ce dossier comprend en sus du présent règlement, les pièces énumérées en fin de document.

Le Cahier des Clauses Générales (à caractère administratif) applicable à cette opération est disponible gratuitement à l'adresse [Principes généraux d'achat | EuroAirport](#)

Le concurrent établit son prix à partir du DCE qui lui a été remis. Son offre correspond à la totalité des prestations demandées dans les documents y compris les prestations qui seraient nécessaires ou qu'il jugerait comme telles mais qui ne sont pas explicitement décrites, pour réaliser et livrer une prestation complète.

Les quantités estimatives des prestations sont fournies dans le DCE.

Les quantités et prix unitaires du concurrent sont reportés dans le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) et le Devis Estimatif (DE).

3.1.1. Séance de présentation de l'accord-cadre

Le candidat peut assister à une présentation lui permettant de s'enquérir de la nature et de la situation exactes du site et des prestations attendues.

La participation à cette présentation n'est pas obligatoire mais fortement recommandée.

Le concurrent pourra participer à cette présentation en s'inscrivant exclusivement via le lien ci-dessous

<https://forms.office.com/Pages/ResponsePage.aspx?id=bY36cwOSCUEg5yyUBiAMGwHBUTlEvNZEuOmmxagfu4ZUNjFOSlc4VDlyQkc2OTAyMUFDmjc1U05DOC4u>

Date et horaire

Date limite d'inscription

Mardi 18 novembre de 11h00 à 12h00

Vendredi 14 novembre 2025 – 18h00

Le point de rencontre est fixé à 10h45 à l'Aérogare au niveau 2 « arrivée » devant le guichet de l'information.

Chaque participant doit obligatoirement être muni soit d'une pièce d'identité soit de son badge en cas de possession.

Aucune autre présentation ne sera possible en dehors de cette date.

Lors de la séance de présentation aucune question n'est prise en compte et aucune réponse n'est apportée aux concurrents. Ceux-ci doivent formuler leurs questions par écrit dans les conditions précisées à l'article 7 ci-après.

3.2. Langue de l'offre

Les offres sont remises en langue française.

3.3. Réglementation

Les prestations sont réalisées sur territoire français dans le département du Haut-Rhin et c'est la réglementation française et le droit local d'Alsace-Moselle qui s'appliquent à elles et aux personnels employés par tout prestataire directement ou indirectement (sous-traitance, intérim, etc.).

Travailleurs détachés : avertissement

Tout employeur appelé à intervenir dans le cadre du présent accord-cadre et qui détache un ou plusieurs salariés, dans les conditions prévues aux articles L. 1262-1 et L. 1262-2 du code du travail français envoie sans délai à l'Aéroport une copie de la déclaration adressée préalablement au détachement à l'inspection du travail du Haut-Rhin en vertu de l'article L1262-2-1 du même code.

S'il est constaté la présence de salariés détachés sans que l'Aéroport n'ait été destinataire de la copie de la déclaration visée ci-avant ou si les salariés ne sont pas en règle au regard des obligations réglementaires françaises, l'accord-cadre peut être résilié aux frais et risques du titulaire sans mise en demeure préalable. Cette résiliation est indépendante de tous recours que pourrait par ailleurs exercer l'Aéroport envers les fautifs et leur employeur ainsi que de toutes poursuites ou sanctions décidées par les autorités.

Article 4. CONTENU DE LA REPONSE A REMETTRE

La réponse du concurrent est composée des éléments suivants :

1) UN DOSSIER DE CANDIDATURE, qui doit contenir les documents suivants :

Une **LETTRE DE CANDIDATURE ET SON ANNEXE SIGNÉE** (DC1 + attestation sur l'honneur acceptées), dûment et complètement remplie, unique en cas de groupement, selon modèle établi par l'Aéroport de Bâle-Mulhouse et fourni dans le dossier de consultation.

Une **DECLARATION DU CANDIDAT** (DC2 acceptée), dûment et complètement remplie, selon modèle établi par l'Aéroport de Bâle-Mulhouse et fourni dans le dossier de consultation. S'il est admis à participer et au cas où le Maître d'ouvrage envisagerait de lui attribuer un marché, et si les pièces justificatives précisées dans le modèle de déclaration et habituellement nécessaires pour l'accès aux marchés publics français ne sont pas disponibles ou valables, ce dernier devra les produire dans un délai de 10 jours à réception de la demande.

Ne peuvent accéder à un contrat ou à un accord-cadre de l'Aéroport que les seules entreprises qui sont en règle avec les situations prévues au point 1) page 3 de la lettre de candidature,

- Capacités financières : le candidat (chaque membre du groupement) doit indiquer :
 - le chiffre d'affaires hors taxes des 3 derniers exercices clos ;
 - la forme juridique, le montant du capital social et la ou les personnes ayant le pouvoir de l'engager
- Capacités techniques et professionnelles : le candidat doit remettre un dossier de présentation du candidat ou du groupement comportant au moins :
 - les moyens matériels et l'effectif moyen annuel du candidat et ceux correspondant à l'objet de l'accord-cadre (diplôme et CV) ;
 - les références de moins de trois ans de l'exécution de prestations équivalentes tant dans leur nature que dans leur montant et leur durée ;
 - une attestation d'assurance pour les risques professionnels en cours de validité (et de garantie décennale des ouvrages le cas échéant), soit l'engagement sur l'honneur de les produire, dans un délai de 10 jours à réception de la demande, au cas où l'Aéroport déciderait de lui attribuer l'accord-cadre.

RAPPEL : Les pièces à produire, précisées dans le modèle de déclaration du candidat (point D), sont à fournir obligatoirement avant toute attribution de marché. L'absence de fourniture de ces pièces dans les dix jours à réception de la demande de l'Aéroport entraîne l'exclusion du concurrent même s'il est pressenti pour être titulaire. Seront exclus de la procédure d'attribution les concurrents qui ne se trouvent pas en règle avec les situations prévues au point 1. page 3 de la lettre de candidature.

2) Un DOSSIER D'OFFRE TECHNIQUE ET FINANCIÈRE, qui contient :

- **L'ACCORD-CADRE**, document fourni à dûment compléter
- **LE BORDEREAU DES PRIX UNITAIRES (BPU)**, document fourni à compléter sans le modifier.
- **LE DEVIS ESTIMATIF (DE)** document fourni à compléter sans le modifier.
- **UN MEMOIRE TECHNIQUE** des dispositions que le concurrent se propose d'adopter pour l'exécution des prestations (particulièrement toute information permettant d'apprécier l'offre en fonction des éléments des critères énoncés à l'article 6.1. du présent document).

Ce document comprend notamment les informations suivantes :

1. Organisation du candidat (intégrant obligatoirement un organigramme nominatif) et méthodologie proposée
2. Moyens humains et matériels du concurrent
3. Expérience et maîtrise pour des dossiers du type de projets pouvant être proposés par l'Aéroport

Article 5. CONDITIONS DE TRANSMISSION DES REPONSES

L'offre composée des documents mentionnés au 4. ci-dessus doit être constituée au format électronique et doit être déposée sur le profil d'acheteur <https://www.marches-securises.fr/>.

Toute autre forme de transmission de l'offre est interdite.

Les offres sont déposées **avec ou sans** signature électronique dans une seule enveloppe virtuelle, en suivant les instructions figurant sur le site du profil d'acheteur et dans les conditions suivantes :

- l'ensemble des documents demandés à l'article 4 constituant la réponse doit être contenu dans un seul dossier, la taille maximale des fichiers à transmettre est limitée à celle autorisée par le profil d'acheteur.
- les formats autorisés en réponse sont : PDF à l'exclusion des **BPU et DE qui doivent également être retournés en format Excel**. Si le concurrent souhaite transmettre des documents supplémentaires autres que ceux exigés par l'Aéroport alors il lui appartient de transmettre ces documents dans des formats réputés « largement disponibles » (ex. : DOC, DOCX, PPT, PPTX, JPG, ...).
- chaque document doit faire l'objet d'un fichier distinct. Les fichiers sont classés (numérotés) par ordre logique de présentation. Le nom des fichiers est au maximum de 20 caractères ;
- le concurrent est tenu de disposer d'un système de contrôle des virus informatiques et de s'assurer que les fichiers remis sont exempts de virus.

Les offres électroniques dont la fin du téléchargement interviendrait après la date et l'heure limites fixées en page de garde ne sont pas recevables. L'horodatage du dépôt est réalisé au moment où le dernier octet constitutif de la réponse est réceptionné par le profil d'acheteur. Il est ainsi conseillé de débiter le transfert suffisamment longtemps avant l'heure limite de dépôt (au minimum 4 heures avant, voire la veille) et de prendre en compte le volume à transmettre ainsi que le débit de la connexion Internet.

Le candidat supporte les risques et aléas liés au transfert de son offre, y compris un transfert tardif.

La signature électronique n'est pas exigée mais fortement recommandée. En l'absence de signature électronique valable, le concurrent retenu pour l'attribution de l'accord-cadre fournira, sur simple demande et sans délai, l'acte d'engagement et le BPU, dûment signés par ses représentants qualifiés, ainsi que tous les justificatifs valables, tels que stipulés au point D de la déclaration du candidat, le cas échéant.

La notification de l'accord-cadre au concurrent retenu consiste en l'envoi du dit document accepté et signé par la PCM.

Tous les justificatifs demandés au point D de la déclaration du candidat n'étant plus valables à la notification du marché sont à déposer sur la plateforme <https://e-attestations.com>

Article 6. NEGOCIATIONS ET JUGEMENT DES OFFRES

Le jugement est effectué conformément aux règles prévues par les P.G.A.M. de l'Aéroport de Bâle-Mulhouse.

Les documents relatifs à la candidature et à l'offre sont examinés successivement. Seules les offres des candidats dont la candidature a été retenue sont examinées.

6.1. Critères

6.1.1. Critères de sélection des candidats

Les candidats respectant les conditions administratives, qui ne sont pas en situation d'exclusion et qui disposent des capacités financières et économiques, ainsi que des capacités techniques et professionnelles suffisantes pour l'opération seront sélectionnés.

6.1.2. Critères d'attribution

L'accord-cadre sera attribué à l'offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères pondérés suivants :

- Critère 1 : Prix de l'offre : 400 points
- Critère 2 : Qualificatif : 600 points

1. Prix de l'offre : 400 points

L'offre moins-disante recevable obtient la note maximale du critère. Les autres offres obtiennent une note arrondie à la décimale et égale à :

$$\text{Note} = 400 \text{ points} \times \frac{\text{montant offre moins disante}}{\text{montant offre concernée}}$$

2. **Critère qualitatif** : attribution d'une note de **0 à 600 points**, comportant au maximum une décimale, basée sur les éléments fournis par le concurrent dans son mémoire technique, répartie comme suit :

	Total des points	600 points
A/ Qualité et pertinence du mémoire technique		300 points
B/ Moyens humains et matériels du concurrent, adéquation aux besoins de l'Aéroport		200 points
C/ Expérience et maîtrise pour des dossiers du type de projets pouvant être proposés par l'Aéroport		100 points

Une note strictement inférieure à la moyenne dans l'un des sous-critères est éliminatoire.

6.2. Processus de négociation et critères d'attribution

Après la remise des offres, l'Aéroport procède à leur examen pour constater si elles sont susceptibles de répondre de manière satisfaisante à ses objectifs et attentes dans les domaines techniques, organisationnels, environnementaux et économiques.

- a) si aucune offre ne répond à ces conditions ou en l'absence d'offre, l'Aéroport analyse les raisons qui ont conduit à cette situation, y remédie et reconsulte, sur la base d'un dossier de consultation adapté si nécessaire, l'ensemble des concurrents admis ou invités à la consultation, à l'exception de ceux qui auraient fait part de leur désistement de la consultation.
- b) si au moins 1 offre répond à ces conditions, l'Aéroport peut engager les négociations avec le ou les concurrents ayant remis des offres répondant aux conditions ci-avant et les offres ne répondant pas à ces conditions sont éliminées. L'Aéroport se réserve toutefois la faculté de ne pas négocier s'il estime qu'au moins une des offres correspond à ses objectifs et si elle est ou elles sont administrativement recevables et complètes, auquel cas il procède au jugement des offres selon les critères ci-dessous.

S'il négocie, des séances de négociation individuelles sont organisées avec le ou les concurrents non éliminés, préalablement à la remise d'une nouvelle offre, afin de mieux cerner les objectifs et attentes de l'Aéroport.

Dans ce cas, ce ou ces concurrents sont informés par mail du lieu et des date et heure précises de ces séances. Les séances de négociation auront une durée maximale de 1h00 par concurrent.

Lors des séances de négociation, les concurrents qui y participent posent toutes les questions qu'ils jugent utiles. L'Aéroport adressera une réponse écrite le plus rapidement possible à tous les concurrents de l'accord-cadre admis à négocier. Aucune question ne sera prise en compte entre les séances de négociation et la remise de la nouvelle offre.

À l'issue des séances de négociation l'Aéroport fixera un délai minimal de 5 jours ouvrés francs à l'ensemble des concurrents pour remettre une nouvelle offre éventuelle ou des compléments ou pour confirmer son offre financière précédente dans le seul cas où les documents de la consultation n'ont pas été amendés lors des négociations.

Hors les adaptations précisées dans l'invitation à remettre une nouvelle offre ou des compléments, le ou les concurrents répondent sur la base et les conditions du présent règlement.

Après la remise de ces nouvelles offres éventuelles ou des compléments demandés, l'Aéroport peut engager le processus de jugement final des offres qui sont administrativement recevables et complètes et qui répondent à ses objectifs et attentes dans les domaines techniques, organisationnels, environnementaux ou économiques. Les autres offres sont éliminées.

S'il n'en a pas reçues ou si aucune nouvelle offre ne répond à ces conditions ou si elles ne répondent pas suffisamment à ses attentes, l'Aéroport reprend le processus de négociation décrit ci-dessus jusqu'à ce qu'il parvienne à obtenir l'offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères de la consultation. Le nombre maximum de tours de négociation est de 3. À l'issue de ces négociations, il est fait application des dispositions de l'article 6.5. le cas échéant.

L'absence de remise d'une nouvelle offre, des compléments demandés ou de la confirmation de son offre financière

précédente dans le seul cas où les documents de la consultation n'ont pas été amendés lors des négociations, entraîne l'élimination du concurrent.

Lors du jugement, l'accord-cadre sera attribué à l'offre se classant en première position par application des critères pondérés cités au 6.1 plus haut.

6.3. Modalités d'attribution des points du critère prix

Pour l'attribution de la note, les calculs sont effectués avec au maximum quatre décimales. Les notes finales sont fixées avec une seule décimale. Pour chacun de ces calculs, les arrondis sont traités de la façon suivante :

- Calculs intermédiaires : si la 5^{ème} décimale est comprise entre 0 et 4 inclus, la 4^{ème} décimale est inchangée (arrondi par défaut), si elle se situe entre 5 et 9 compris, elle est augmentée d'une unité (arrondi par excès).
- Notes finales : si la 2^{ème} décimale est comprise entre 0 et 4 inclus, la 1^{ère} décimale est inchangée (arrondi par défaut), si elle se situe entre 5 et 9 compris, elle est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

Exemple : note acquise par le calcul : 4,41 donne un résultat de 4,4

note acquise par le calcul : 3,86 donne un résultat de 3,9

6.4. Jugement des offres

Lors du classement final, toute offre éliminée est exclue de l'appréciation des offres et, dans le cas où elle était moins-disante, c'est l'offre recevable immédiatement supérieure qui sera alors considérée comme offre moins-disante pour la comparaison du critère prix.

L'offre obtenant la note la plus élevée sur l'ensemble des critères pondérés est considérée comme l'offre économiquement la plus avantageuse. Si deux offres obtiennent la note la plus élevée (égalité de points), c'est l'offre dont la valeur financière sera la moins élevée qui sera déclarée l'offre économiquement la plus avantageuse. En cas de nouvelle égalité, c'est la note du critère n°2 qui départagera les concurrents. Si 2 concurrents ont des notes identiques sur l'ensemble des critères, c'est l'offre du concurrent qui sera parvenue la première dans les conditions de remise fixées à l'article 5 qui sera déclarée l'offre économiquement la plus avantageuse.

L'examen des données techniques, organisationnelles, financières et qualitatives de l'offre se fait en appréciant les documents, informations et références transmis par le concurrent.

La PCM ne peut rejeter des offres dont le prix lui semble anormalement bas sans avoir demandé, par écrit, des précisions sur la composition de l'offre et sans avoir vérifié cette composition en tenant compte des justifications fournies.

La PCM peut, en accord avec le concurrent retenu, procéder à une mise au point de l'accord-cadre sans que les modifications entraînées puissent remettre en cause les conditions de l'appel à la concurrence ayant pu avoir un effet sur les offres.

Dans le cas où des erreurs de multiplication, d'addition ou de report sont constatées dans le devis estimatif figurant dans l'offre d'un concurrent, le montant de ce prix sera rectifié pour le jugement de la consultation. Toutefois, si le concurrent concerné est sur le point d'être retenu pour l'attribution du marché, il sera invité à rectifier ce devis pour le mettre en harmonie avec le ou les prix unitaires correspondants et un nouvel acte d'engagement sera établi sur la base du nouveau montant ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Dans le cas où une erreur de report entre le devis estimatif et l'Acte d'engagement est constatée, le montant figurant dans l'acte d'engagement sera rectifié pour le jugement de la consultation. Toutefois, si le concurrent concerné est sur le point d'être retenu pour l'attribution du marché, il sera invité à rectifier son acte d'engagement pour le mettre en harmonie avec le montant du devis estimatif ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

6.5. Comparaison financière

Les offres des concurrents sont comparées financièrement sur leurs valeurs de base hors TVA en euro.

6.6. Suites particulières susceptibles d'être données à la consultation

L'Aéroport peut mettre un terme à la consultation à tout moment pour une raison motivée.

La PCM se réserve la faculté de ne pas donner suite à une consultation si elle n'a pas obtenu de propositions qui lui paraissent acceptables ou qui répondent à ses objectifs. Dans ce cas la PCM en avise tous les concurrents.

Article 7. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Toutes les communications entre l'Aéroport et les concurrents se font sous forme électronique.

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leurs seraient nécessaires au cours de leur étude, les concurrents doivent faire parvenir **au plus tard 10 (dix) jours avant la date limite** de remise des offres une demande écrite via le profil d'acheteur (voir adresse en page de garde).

Une réponse est alors adressée en temps utile par le même biais à tous les concurrents ayant téléchargé le dossier et s'étant identifié.

ANNEXE AU RÈGLEMENT DE CONSULTATION

Liste des documents composant le D.C.E

A. Documents disponibles au téléchargement sur le profil d'acheteur www.marches-securises.fr

- Modèle de "Lettre de Candidature"
- Modèle de "Déclaration du candidat"
- 0 RC
- 1 Accord-cadre
- 2 Cahier des Charges (CDC)
- 3 BPU / DE

B. Documents généraux disponibles sur le site : www.euroairport.com

[Principes généraux d'achat | EuroAirport](#)

- PGAM : Procédures Générales de passation et d'Attribution des Marchés
- CCG Produits et Services de l'Aéroport de Bâle-Mulhouse,
- Modèles de LC et DC
- Modèle de déclaration de sous-traitance

Les Formalités administratives pour accéder en zone réservée sur la plate-forme de l'aéroport : [Badges et titres de circulation | EuroAirport](#) et [Conduite côté piste | EuroAirport](#)

Lexique des principales abréviations

PGAM	Procédures Générales de passation et d'Attribution des Marchés
PCM	Personne en Charge du Marché
CCG	Cahier des Clauses Générales
DCE	Dossier de Consultation des Entreprises
RC	Règlement de la Consultation
AE	Acte d'Engagement
CCP	Cahier des Clauses Particulières
CdC	Cahier des Charges
BPU	Bordereau des Prix Unitaires
DE	Devis Estimatif